

EDITORIAL



Par **Céline Goaper-Bilien**
Secrétaire fédérale
à la Culture et au Tourisme

Tourisme : un atout pour nos territoires

Notre département va accueillir ses vacanciers : ouf ! L'été est enfin là ! Car la météo est un facteur important dans le choix du lieu de vacances de chacun. Et notre région en pâtit parfois !

En effet, si nous bénéficions d'un capital "sympathie" et affectif, le flux de visiteurs tend pourtant à baisser. La population touristique est une population d'habitues de la région, de personnes ayant un réseau familial breton, et surtout la côte bretonne est victime de son image rétro.

Ca n'en reste pas moins un enjeu économique important. Avec près de 1,5 milliards d'euros d'apport économique, le tourisme représente plus de 10 % du PIB du Morbihan. En haute saison, ce sont près de 16 000 emplois qui sont créés. On décompte 32 millions de nuitées en 2012 (1/3 du total breton) et un développement toujours important des résidences secondaires, essentiellement sur la côte. Nous avons donc des atouts qu'il faut encore développer et assurer des visiteurs réguliers sur nos territoires.

Bien sûr, l'avenir du Morbihan passe par le développement des filières marines, agroalimentaires, industrielles et innovantes. Pour autant, nous aurions tort de mésestimer l'impact du tourisme sur notre économie, pour peu que nous l'organisons. Le développement touristique est en effet un moyen de dynamiser un territoire : hôtels, campings, centres de formation sportifs, tourisme d'affaires, remise en forme, loisirs...

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la ligne à grande vitesse en sont des leviers importants. Le débat ne doit donc pas se réduire à une opposition entre raison économique et écologique. Est-ce si surprenant de soutenir ces projets générateurs de développement touristique et donc pourvoyeurs d'emplois ?

Les touristes de l'ouest vieillissent, la tranche d'âge des 15-45 ans reste à séduire. Nous devons avoir l'ambition d'attirer plus de visiteurs européens et internationaux. Entre 2006 et 2012, le Morbihan a perdu 1/4 des nuitées étrangères. Nous avons des atouts à faire connaître, dans différents domaines : histoire, nautisme du tourisme vert d'arrière pays. L'identité régionale doit être au cœur de l'offre touristique.

Et le tourisme, s'il est un outil d'aménagement du territoire, est également un élément constitutif du lien social du fait de la forte présence du secteur associatif. L'objectif pour le Parti socialiste est de rendre effectif "le droit aux vacances" et permettre à chacun de pratiquer des activités de loisirs. En ce sens, le tourisme doit aujourd'hui être un tourisme accessible à tous : jeunes, familles, retraités, personnes à revenus modestes, personnes à mobilité réduite, etc.

Le Parti socialiste doit poursuivre les actions de valorisation et les projets d'équipement. Ce sera d'ailleurs un des enjeux des élections municipales à venir. A nous de faire en sorte que notre région soit à la fois agréable pour ses visiteurs et pour ses habitants !

François Hollande à l'écoute dans le Morbihan

Lundi 1^{er} juillet, François Hollande était en déplacement dans le Pays de Lorient, accompagné des ministres Jean-Yves Le Drian, Marisol Touraine et Marie-Arlette Carloti. Une visite saluée, articulée autour de l'emploi, de la santé, du service public, de l'innovation et du lien social. Retour en images...



Le déplacement de François Hollande et des trois ministres (Défense, Affaires sociales / Santé et Personnes handicapées / Lutte contre l'exclusion) s'est déroulé autour de trois temps forts : la signature de contrats

d'avenir à la Mairie de Lanester, aux côtés de Thérèse Thiéry (photo en bas à droite), l'inauguration de l'Hôpital du Scorff, avec notamment Norbert Métairie (photo en bas à gauche) et la



visite du Centre de rééducation de Kerpape, en présence de Loïc Le Meur, Maire de Ploemeur (photo du haut). L'accessibilité, l'écoute et les interventions du Président de la République ont été saluées.

Rendez-vous de la rentrée politique

Samedi 14 septembre - 17h30
Fête du Bois du Château à Lorient

En présence notamment de Bruno Le Roux, Isabelle Thomas, Norbert Métairie, Gwendal Rouillard, Pierre Pouliquen

Samedi 21 septembre - 9h à 17h
Université de rentrée à Berder

Objectif municipales :
vers les projets communaux et intercommunaux

Programmes et formulaires d'inscriptions
seront communiqués à la rentrée

Convention Europe : un texte de compromis adopté

Un mot d'ordre général a été évoqué à plusieurs reprises durant la Convention Europe qui s'est tenue le 16 juin à Paris, celui de la réorientation de l'Europe, une réorientation vers l'emploi et la croissance. Patrice Boulogne et Loïc Mercier, invités au titre de la Fédération du Morbihan, relatent : «*même si les méthodes pour y parvenir ne sont pas tout à fait les mêmes, il a été rappelé par le Premier Secrétaire Harlem Désir et par Emmanuel Maurel, chef de file de la motion 3 et porteur de plusieurs amendements, qu'un consensus a été trouvé pour faire de ce texte un ensemble cohérent*». Des discussions tenues en amont de la Convention a été tiré un document comprenant 14 axes majeurs qui serviront de base de discussion avec les partenaires du PSE (Parti Socialiste Européen) pour bâtir le futur programme pour les élections européennes de juin 2014. Le texte final a été adopté à main levée, à une très large majorité : 131 pour, 2 contre et 4 abstentions. Les amendements présentés par le BREIS ont également été intégrés au texte final.

Le siège de la Fédération une nouvelle fois dégradé

Dans la nuit qui a précédé la venue de François Hollande à Lorient, le siège de la Fédération a une nouvelle fois été dégradé, cette fois par des militants «anti-mariage pour tous», qui demandaient la libération du «veilleur» Nicolas Bernard-Busse condamné à une peine de prison pour rébellion (libéré depuis : peine transformée en amende suite au jugement d'appel).

Après, les propos dénonçant le projet d'aéroport, l'ANI et déjà des affiches «anti-mariage» il y a quelques semaines, ce sont près d'une dizaine de dégradations subies en quelques mois par les locaux de la Fédération à Lorient et à Vannes.



Fermeture estivale de la Fédération

Le siège départemental du PS à Lorient sera fermé le 17 juillet au soir et rouvrira le lundi 19 août. Toute l'équipe fédérale vous souhaite un très bon été, si possible ensoleillé !

Politiques locales : en route vers les municipales

Après la thématique «intercommunalité», la deuxième soirée de formation sur les enjeux municipaux, le jeudi 30 mai à Vannes, s'est intéressée aux enjeux croisés de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et du tourisme, sous l'animation de Simon Uzenat.

Joseph Forès, 1^{er} adjoint à Ploemeur, en charge de l'urbanisme et de l'agenda 21, a débuté la soirée en présentant la démarche participative qui a guidé l'élaboration du PLU, mais aussi le travail auprès des entrepreneurs pour défendre les choix d'aménagement en lien avec le développement durable. Il a présenté la méthode des sociotopes qui «*analyse la manière dont les espaces ouverts sont perçus et pratiqués, en fonction du contexte culturel. Le "sociotope" est en quelque sorte ce que le "biotope" est aux animaux et aux plantes*»¹.

Concrètement, sur le projet du quartier ouest de Ploemeur, près de 500 habitants ont rejoint la démarche de concertation et de co-construction. Les questions du vivre ensemble et du lien social ont été pleinement intégrées à la politique d'urbanisme et d'aménagement. Il s'agit là d'une réflexion partagée et non d'une décision partagée. La concertation est nécessaire, même si elle demande du temps. Et ça marche ! A Ploemeur comme dans d'autres communes qui ont adopté cette méthode, les recours sont quasiment inexistantes. La projection d'un extrait de documentaire sur ce sujet a permis d'illustrer l'intervention.

¹<http://sociotopes.eklablog.com>

Le 2^{ème} intervenant, **Yves Lebahy**, président des géographes de Bretagne, a présenté son approche de l'aména-



gement, en tant que «*projet indispensable à toute société pour construire son avenir*». Il doit selon lui être abordé comme une politique de rééquilibrage du territoire et pas se limiter à un aménagement «pompière». La Région Bretagne est particulièrement concernée, avec une augmentation de population d'un tiers en 30 ans. La conurbation allant de St Malo à la Vendée, avec les métropoles de Rennes et Nantes, se développe en opposition aux autres territoires. Par ailleurs, les villes, autrefois lieu de fusion et de cohabitation entre les catégories sociales, se vident de sens, les catégories supérieures évinçant les catégories populaires vers les zones péri-urbaines. L'enjeu repose désormais surtout sur ces communes, qu'on ne peut désormais plus qualifier de «rurales». Au regard de ces évolutions et de la situation périphérique de la Bretagne, la logique de grande métropolisation n'est, pour le géographe, pas adaptée à notre région. L'anticipation à moyen-long terme doit désormais guider notre aménagement, en tenant compte des crises sociétale et environnementale et de la relation entre l'homme et son milieu.

Henri Conan a quant à lui dressé un

point de la situation du tourisme en Bretagne et le rôle des collectivités dans ce secteur. Le poids économique et social du tourisme est majeur : 66 000 emplois directs en Bretagne, 1 milliard d'euros de consommation touristique, soit 11% du PIB pour le Morbihan, premier département touristique. Mais cette activité doit s'adapter constamment pour attirer de nouveaux visiteurs. Or, l'organisation touristique en France est défailante, en raison notamment de la concurrence entre Régions et Départements sur l'exercice de cette compétence. La Bretagne, en situation de décrochage touristique, a engagé l'acte 2 du schéma régional du tourisme pour y remédier. Il repose sur 3 grands principes : une philosophie de développement durable pour l'action, un tourisme intégré à la vie des territoires accepté par les habitants et une identité régionale au cœur de l'offre. Une stratégie de communication ambitieuse et une nouvelle carte des destinations touristiques en Bretagne sont les principaux axes de cette politique. Par ailleurs, les EPCI doivent s'emparer de la compétence tourisme, en ayant à l'esprit que si un territoire est agréable pour ses habitants, il le sera pour ses visiteurs. Nous devons donc penser «tourisme» dans les documents d'urbanisme, maintenir un hébergement marchand dans nos territoires et requalifier les hébergements de plein air, tout en redéfinissant les missions des offices de tourisme.

Après les deux premières formations, les «politiques sociales locales et le rôle des CCAS» ont mobilisé une quarantaine de participants le 13 juin dernier à Ploemeur.

Un premier volet théorique a permis de rappeler la genèse de l'action sociale qui existe depuis plus de 200 ans. Les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) dans leur forme actuelle sont issus des lois de décentralisation de janvier 1986 qui leur délègue une compétence globale dans le vaste champ de l'action sociale et médico-sociale. Les CCAS sont des établissements publics administratifs, dotés d'un budget propre, présidés de plein droit par le maire de la commune et gérés par un conseil d'administration constitué d'élus désignés par le conseil municipal et de personnes qualifiées dans le domaine de l'action sociale, nommées par le maire. Ses missions : aide sociale légale, qui prévaut pour tous les CCAS, et aide sociale facultative, traduction sur le territoire de l'action sociale voulue par les élus.

Claudine de Brassier, adjointe aux affaires sociales à Lanester, a ensuite rappelé que la dimension sociale est très large. Les enjeux d'une politique sociale en France sont l'emploi, la for-



mation professionnelle, la protection sociale et l'assurance maladie, l'éducation, l'accompagnement des publics les plus fragiles économiquement et socialement, les politiques en directions des personnes handicapées et des personnes âgées, ceci sans hiérarchisation d'importance. L'action sociale est un champ d'expérimentation et d'innovation formidable avec pour objectifs : créer de la solidarité et rétablir des droits sociaux théoriques en droits effectifs. C'est tout l'enjeu d'un projet solidaire de gauche.

Afin de pouvoir élaborer ce projet, Gwennaëlle Cohic-Josse, adjointe aux affaires sociales à Hennebont, a présenté l'analyse des besoins sociaux. Cet outil permet d'aider les CCAS à construire une politique sociale adap-

tée à son territoire à partir d'un état des lieux et d'objectifs à atteindre. Plusieurs exemples concrets mis en œuvre sur ces deux communes ont permis aux participants d'appréhender ce que peut être l'innovation sociale.

En conclusion, les intervenants ont souligné l'importance des CCAS qui réalisent une «veille sociale sur un territoire» et sont par leurs actions de réels amortisseurs à la crise. Ils ont également mis en avant l'importance de mettre en mouvement le territoire en mobilisant au-delà des partenaires, les usagers. L'innovation doit permettre à chacun de trouver sa voie, sa place dans la société. Pour ce faire il est nécessaire de renforcer les compétences sociales des communes, en particulier au niveau financier. Alors que la nécessité de renforcer le rôle des intercommunalités s'impose comme une évidence, ces structures doivent se saisir de la question «sociale», qui doit être au cœur des politiques menées.

**Claudine de Brassier
et Laure Detrez**

Pays de Lorient Décès de Dominique Cany



Dominique Cany, adjointe aux Affaires sociales à la mairie de Lorient, est décédée le 30 juin des suites d'un cancer. Elle était aussi suppléante du député de la 5^{ème} circonscription Gwendal Rouillard et du conseiller général de Lorient-Centre Norbert Métairie. Elle fût également adjointe aux Affaires sociales à Groix entre 2001 et 2008.

Un hommage républicain lui a été rendu le 4 juillet en mairie de Lorient, réunissant notamment, autour de la famille et des proches, les élus, personnels, collaborateurs, militants qui ont partagé l'engagement au quotidien de Dominique au service de ses concitoyens.

toyens. Parmi les nombreux témoignages, Norbert Métairie a salué *"une amie, une femme dont la force de vie et l'énergie communicative marquaient instantanément (...) elle s'est profondément passionnée pour l'action publique et politique et s'y est investie jusqu'aux derniers jours, emportant l'admiration et le respect de tous ceux qui l'ont approchée. Elle laisse l'empreinte d'une femme de conviction, d'une grande humanité, qui fût un inlassable serviteur de l'action sociale et une ardente militante de la solidarité."*

"Le Pays de Lorient perd une femme d'exception, a salué Gwendal Rouillard. Une femme de cœur et de convictions. Groix, puis Lorient, auront eu la chance de pouvoir compter sur son engagement et ses compétences. Le député a rappelé la "campagne des élections législatives au printemps 2012, les combats engagés ensemble, ceux qui lui tenaient à cœur et qu'elle a menés sans relâche, au service des autres."

Le Parti socialiste perd aussi un partenaire qui manquera aux militants et sympathisants qui l'ont cotoyée.

Emploi : les enjeux majeurs de la formation professionnelle

Nicolas Debéthune - Secrétaire fédéral à la Formation professionnelle, a participé au printemps à l'une des trois soirées-débat sur la question de l'emploi, organisée par les secrétaires nationaux Jean-Marc Germain (Emploi) et Pascal Gérard (Formation professionnelle) autour de chercheurs, d'élus, de syndicalistes, d'organismes de formation...

Pour résumer, la volonté partagée des acteurs se dégage autour de ces 3 enjeux :

- passer d'une obligation de former à une obligation de former chacun
- passer du champ des formations d'adaptation à celui des formations de compétences
- passer de la formation au coup par coup à la formation de parcours

La feuille de route de la conférence sociale doit permettre d'engager une réforme pour notamment viser l'objectif d'un compte personnel à la formation, le renforcement du rôle des Régions chargée d'un Conseil d'Evolution Professionnel, adossé à un service public régional de l'orientation...

Actualité

Renouvellement des secrétaires dans les sections de Pluvigner et Locminé

Dans la section de Pluvigner, Nathalie Couliou a du laisser le poste de secrétaire de section en raison d'un déménagement. Seul candidat, Daniel Chérel a été choisi à l'unanimité pour lui succéder. Merci à Nathalie pour son engagement et bon vent dans son nouveau territoire...

Dans la section de Baud-Locminé, Jacqueline Courio a été élue et prend la suite du secrétaire sortant.

Soirée d'accueil des nouveaux adhérents 2013

Une trentaine de nouveaux adhérents étaient réunis à la Fédération le 24 juin pour une soirée d'accueil et de présentation de la Fédération. Un moment toujours riche en échanges entre adhérents et avec les représentants de l'équipe fédérale présents, dont Pierre Pouliquen, des secrétaires et permanents fédéraux et des secrétaires de section. Pour les adhérents n'ayant pas pu participer à cette rencontre, les documents de présentation de la Fédération sont disponibles sur demande à fede56@parti-socialiste.fr ou au 02 97 84 84 55.

Formation "psychologie politique et analyse du discours"

La journée du samedi 15 juin a été le moment pour une petite vingtaine d'adhérents de se pencher, avec Alain Houlou, linguiste, psychologue, sur une approche théorique de l'analyse du discours dans un premier temps, puis sur une approche plus pratique de la prise de parole et du décryptage du discours de l'autre et du comportement face à l'autre. Autant d'outils utiles pour porter une argumentation.

Le formateur puise parfois dans le registre psychanalytique, parfois dans la sociologie, par une analyse précise du langage, de la sémantique, des répétitions... Il interroge l'histoire ou la psychologie animale, pour expliquer les ressorts de la manipulation des foules par le politique.

Cette formation "à tiroirs" a séduit une quarantaine d'adhérents sur 3 groupes depuis 2011. Ce module aura une suite, un niveau 2, le 30 novembre prochain et sera consacré à la manipulation par le discours. Il sera réservé en priorité aux militants ayant suivi le premier module qui leur permettra de décrypter le discours du formateur pour ne pas trop se faire manipuler !



Les Jeunes socialistes du Morbihan

« Une illusion de moins, c'est une vérité de plus » ⁽¹⁾

Depuis 2011, Marine Le Pen tente de "dédiaboliser" le principal parti d'extrême droite en France. Une communication plus lisse, les éléments les plus dérangeants remerciés, afin de redorer le blason de la "seule vraie droite". Ceci n'est pas sans rappeler l'Action Française, qui dans la première moitié du XXe siècle, a rajeuni la pensée royaliste et nationaliste, marquant indéniablement l'histoire de notre pays.

Dans sa tentative de modernisation, le Front National dérange, brouille les frontières politiques, notamment à droite. Le FN a su profiter de la crise : les discours volontaristes et l'instrumentalisation des peurs ont attiré les foules. Ce succès repose cependant sur un vaste mensonge, une illusion trompant à la fois les électeurs frontistes, mais aussi le reste du pays. Le FN pratique un double discours, se targuant d'être un parti républicain, au service des Français. Cependant, certains propos de Mme Le Pen permettent d'entrevoir une vision du monde bien plus sombre, loin de la volonté de progrès et d'égalité qui animent les socialistes.

L'actualité nous inonde de ces signaux alarmants : Marine Le Pen qualifie les prières de rue des Musulmans "d'occupation",

pendant elle ne pipe mot des prières publiques des intégristes catholiques. La proximité du FN avec les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires (JNR), des nostalgiques du fascisme au sens large, est inquiétante. Dernièrement, la présidente du Front National a fait un parallèle douteux entre Mariage pour tous et avortement (deux progrès que le FN voudrait bien voir disparaître). Ces exemples ne sont que la partie émergée, témoignant d'une idéologie qui n'accepte pas l'égalité de tous, refusant le progrès de la société.

La montée du FN sur la scène politique française n'est pas seulement une conséquence de la crise économique, l'UMP tenta pendant les présidentielles d'embobeler de façon grossière l'électorat frontiste, un rapprochement idéologique profitant largement au Front National.

Le combat aujourd'hui des jeunes socialistes, est d'expliquer les insidieuses propositions du FN, pour éviter que les Français tombent dans cette illusion. Ce combat devrait être celui de tous les socialistes, non pas en stigmatisant l'extrême droite, qui ne serait finalement que de la publicité gratuite, mais en étant force de proposition afin de répondre aux craintes de nos concitoyens et être porte-étendard du changement.

L'Historien René Raymond disait : *"l'extrême droite (...) ne s'était manifestée dans notre histoire que par intermittence : (...) le temps d'un psychodrame"*. À nous de faire en sorte que ce psychodrame se dissipe.

⁽¹⁾ Citation d'Alexandre Dumas fils.

Erwan Desnos

Session plénière au Conseil général

La session plénière du Conseil général s'est tenue les 25 et 26 juin à Vannes. Les échanges ont été nourris entre le président François Goulard et le groupe de Gauche. Dans son intervention de politique générale, Loïc Le Meur l'a notamment interpellé sur le sujet de l'emploi des jeunes : "dans un contexte où les jeunes sont gravement touchés, tous les moyens à notre disposition doivent être sollicités. (...) Où en sommes-nous dans le dispositif des emplois d'avenir ?... Ils ont vocation à soutenir les jeunes de 16 à 25 ans, faiblement qualifiés, en les propulsant dans le monde du travail, en établissant des passerelles avec le monde de l'entreprise, en leur permettant de bénéficier de l'expérience irremplaçable de leurs aînés. Nous pouvons prendre exemple sur ce qui est fait par nos collègues de Conseil généraux qui mobilisent leurs moyens avec 30 "emploi d'avenir" pour les Côtes d'Armor et 70 pour le Finistère et l'Ille-et-Vilaine".

De son côté, François Goulard a suscité de vives réactions en reprochant à la gauche de ne pas supporter "génétiquement" l'idée de diminution des dépenses !...

Parmi les dossiers importants de cette session : schéma handicap 2013-2017, débat sur la méthode d'implantation d'un nouveau collège à Elven, vente et avenir de l'île Berder, dossier du paludier de St-Armel...

Session plénière à la Région Bretagne

Ordre du jour dense également au Conseil régional de Bretagne dont la session s'est tenue les 27 et 28 juin. Parmi les nombreux sujets évoqués : suite à la publication du rapport Duron sur la mobilité et notamment le fait de ne pas considérer la Bretagne à Grande Vitesse comme prioritaire, le président Massiot a fait adopter un vœu. En substance, le vœu demandait que le gouvernement confirme la poursuite du déroulement des études, inscrive le projet breton dans une programmation prioritaire, reconnaisse ce projet comme prioritaire au même titre que la ligne Bordeaux-Toulouse.

Parmi les autres sujets de la session, notamment : démarche qualité en apprentissage, mission d'évaluation sur le tourisme, entretien et investissements pour les lycées 2010-2014, politique territoriale (2014-2020), mise en œuvre d'une démarche d'innovation et de progrès vers une agriculture écologiquement performante par la Région Bretagne, projet de parc naturel régional du Golfe du Morbihan, mission d'évaluation sur le tourisme en Bretagne...

PCP Gardons la pêche !

Le jeudi 20 juin s'est tenue à Lorient une soirée débat sur l'Europe et notamment, la Politique Commune de la Pêche, et ses enjeux pour la Bretagne en présence d'Isabelle Thomas - Députée européenne, Conseillère régionale de Bretagne, Secrétaire nationale du PS à la Pêche, Gwendal Rouillard - Député de la 5^{ème} circonscription du Morbihan, Olivier Le Nézet - président régional du comité des pêches et Alain Biseau d'Ifremer.

Isabelle Thomas a rappelé quelques repères historiques et les affrontements actuels au niveau européen sur la réforme de la Politique Commune des Pêches, communément appelée PCP. "Cette PCP est née de la volonté d'établir l'autonomie alimentaire de l'Europe, c'est pourquoi elle fut d'abord intégrée à la Politique Agricole Commune avant de prendre son indépendance en 1983."

En juillet 2011, la Commission européenne a déposé un projet proposant notamment l'instauration d'un nouveau mode de calcul pour établir les quotas (le RMD : Rendement Maximum Durable) dont le but est le renouvellement de la ressource. Si cette mesure entre parfaitement dans un cadre de développement durable, il n'en va pas de même pour les autres mesures. De manière générale, les marins et tous ceux qui travaillent autour de produits de la mer sont laissés pour compte. Le "zéro rejet" et son calendrier en sont des exemples flagrants.

En effet, cette « obligation de débarquer les poissons non commercialisables constitue une belle hypocrisie ». C'est en fait une filière de farines animales à destination de la filière d'élevage piscicole qui va être créée pour écouler les rejets débarqués, tout en mettant en jeu la sécurité des marins dont les bateaux ne sont pas adaptés.

Par ailleurs, nous importons de grandes quantités de poisson (80 % du poisson consommé en France et 60% pour l'Europe), sans aucun contrôle, soulevant plusieurs problématiques : autonomie alimentaire, délocalis-



Les intervenants à la soirée sur la politique commune des pêches ont défendu, de concert, la pêche de grand fonds et les efforts consentis par les professionnels ces quinze dernières années, qui ont permis d'améliorer les stocks : Isabelle Thomas, Olivier Le Nézet, Alain Biseau et Gwendal Rouillard.

tion de la production hors UE ou encore impact sur la ressource halieutique.

La pêche des grands fonds a également été abordée. Olivier Le Nézet, a présenté "Blue Fish" ONG de promotion de la pêche durable et responsable. Il a rappelé que "le relèvement des quotas pour les espèces d'eaux profondes atteste d'une certaine amélioration de la ressource". Il estime qu'il ne faut pas opposer pêche industrielle et artisanale, ce sont deux activités complémentaires intervenant dans des territoires de pêche différents.

Gwendal Rouillard a quant à lui rappelé que "la proposition d'interdire le chalut de fond dans un délai de 2 ans signerait la mort de la pêche de grands fonds en Europe". Les élus bretons engagés dans le domaine de la pêche, en accord avec le gouvernement, ont d'ailleurs dénoncé cette décision comme inacceptable et ne s'appuyant sur aucun rapport scientifique récent. La Commission européenne a ainsi pris une décision en contradiction avec les der-

niers rapports scientifiques (IFREMER, CIEM) sur les espèces en eau profonde.

Alain Biseau a cité les expertises ayant démontré que les stocks biologiques ne sont pas en danger. Certains sont même en augmentation (sabre noir, lingue bleue). De même, contrairement à ce qu'affirme la Commission, seuls 10% des grands fonds en Europe sont concernés par ces pêcheries et sont des fonds sableux où l'on ne trouve pas de massifs coralliens. Ces pêcheries font aujourd'hui l'objet du suivi scientifique le plus rigoureux en Europe, grâce à la pleine coopération des pêcheurs eux-mêmes. Si la

pêche de grands fonds a pu causer des problèmes environnementaux à la fin du XX^{ème} siècle, la prise de conscience des professionnels a permis depuis de diminuer son empreinte écologique et en a fait une des pêches les plus durables d'Europe.

Un échange avec la salle a permis de dénoncer également la prise de position de certaines ONG financées par de grands groupes et fonds de pension américains qui ont tout intérêt à réduire, voire supprimer la filière pêche au profit d'autres filières beaucoup plus lucratives pour certains.

La pêche doit donc rester un pilier de la "croissance bleue", elle représentera 1,6 million d'emplois en 2030 sans compter les valeurs ajoutées autour des énergies marines et du transport alimentaire. La reconquête industrielle passera donc incontestablement par ce secteur d'activité.

**Nathalie Le Magueresse
Secrétaire fédérale
à la Pêche et la Maritimité**

Extraits vidéos disponibles sur la page Facebook de la Fédération : www.facebook.com/PS.Morbihan

Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Pierre Pouliquen ■
Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUÉVEN ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr